



# Jérôme Fourquet: "L'archipel français" ou l'atomisation de la France

10 mars 2019



Source: Atlantico.

[Jérôme Fourquet](#) : "Il est difficile d'imaginer qu'on revienne un jour à un deuxième tour de présidentielle gauche-droite"

A l'occasion de la sortie de son livre "L'Archipel français", publié aux éditions du Seuil, Jérôme Fourquet analyste politique et directeur du département Opinion à l'IFOP revient pour Atlantico sur la dislocation de la société française.

**Atlantico: Votre livre "L'archipel français" retrace le processus d'une atomisation de la nation au cours de ces trois dernières décennies. Quels ont été les déclencheurs de ce processus, marquant une fragilisation de la cohésion de la société ?**

**Jérôme Fourquet** : Ces processus sont de nature et de temporalité différentes. Il est possible de les décrire en commençant par l'accélération du mouvement de déchristianisation de la société française qui a été diagnostiquée dès les années 50-60. Ce mouvement s'est considérablement accéléré au cours des dernières décennies pour en arriver aujourd'hui à une phase terminale de ce processus, qu'il s'agisse du nombre de personnes se déclarant aller à la messe (35% à 6% en quelques décennies), du nombre de prêtres qui exercent encore leur magistère qui a été divisé par deux en l'espace de seulement 20 ans. Nous ne sommes plus là dans une érosion de l'influence du catholicisme mais nous en passons à sa disparition.

Les catholiques en eux-mêmes ne vont pas disparaître, mais ils ne constitueront plus qu'une île de cet archipel français alors même que pendant des siècles et des siècles, et jusqu'aux dernières décennies, le catholicisme était quand même un élément fondateur et structurant et assurant l'armature psychologique, culturelle et sociologique du pays. En opposition au bloc républicain et laïc. Cette armature s'est disloquée avec le processus de sortie de la religion décrit par Marcel Gauchet au début des années 80. Son intuition était tellement la bonne que l'on arrive maintenant à la fin du phénomène. Ensuite, lorsque l'on voit les transformations dans la sphère familiale, dans le rapport au corps ou à la sexualité, on prend conscience maintenant de l'importance qu'a pu avoir cette matrice judéo-chrétienne qui nous a été transmise. C'est tout cet équilibre qui est en train de vaciller.

Un deuxième phénomène est l'extraordinaire montée en puissance de l'individualisation, qui rappelle le livre "L'ère du vide" de Gilles Lipovestky qui date également des années 80. Ici, encore, avec 30 années de recul supplémentaire, les logiques décrites ont pris une importance considérable. Cette expansion des droits individuels, cette volonté de s'affranchir d'un certain nombre de cadres, a eu comme effet déstructurant de saper toute une série de piliers qui étaient constitutifs de l'ordre social. On peut avoir une illustration parmi d'autres de ce processus d'individualisation dans l'extraordinaire inflation du nombre de prénoms donnés en France année après année.

Nous avons un cadre totalement stable qui a fait qu'entre 1900 et 1950, la France a fonctionné avec un portefeuille d'à peu près 2000 prénoms qui étaient donnés chaque année et que nous en sommes aujourd'hui à 13 000. On peut y voir une volonté de distinction qui s'est développée dans notre société sachant que ces 13000 prénoms dénombrés par l'INSEE s'ajoute la catégorie des prénoms rares (donnés moins de trois fois) dans l'année en France. Pour les dernières années disponibles, nous avons 50 000 enfants dans ce cas. Les prénoms sont un formidable révélateur d'évolution sociétale. La pratique traditionnelle de choix du prénom a volé en éclats.

Un autre élément de ce processus a été le déclin de l'église rouge. Le communisme a été un autre grand pôle structurant avec 20 à 25% du corps électoral qui se reconnaissait dans cette idéologie, dans cette sociologie, avec une contre société qui avait été très bien étudiée avec le communisme municipal, les associations de jeunesse, les organisations syndicales, le

mouvement étudiant, la presse, les colonies de vacances. Tout cela existe encore mais à l'état de traces résiduelles. Il subsiste quelques îlots communistes dans certaines municipalités de banlieues ou ouvrières, mais tout cela n'a plus du tout le poids de jadis.

On peut aussi évoquer l'influence de grands médias qui créait du commun. On peut prendre l'exemple de TF1 qui jusqu'à la fin des années 80 caracole à 40% d'audience, ce qui est colossal. Aujourd'hui, cette chaîne qui reste la plus puissante d'Europe atteint un niveau incomparablement plus bas d'audience. On observe également ce phénomène au travers du déclin des magazines hebdomadaires (L'express, Le Point, l'Obs etc..) qui donnaient une grille de lecture qui était partagée par des centaines de milliers de personnes. Ils n'ont pas disparu, mais ont perdu énormément de leur puissance. Ce qui est également le cas d'un journal comme Le Monde. Face à cela, on assiste à la montée en puissance des réseaux sociaux, et la fragmentation des audiences. Avec les Gilets jaunes, on a vu toute une population qui quelque part avec fait sécession ou dissidence jusque dans ses moyens d'information, en allant s'informer sur Facebook par exemple. C'est une fragmentation du paysage informationnel qui s'est opérée.

Tous ces mouvements, dont le principal est le processus d'individualisation, ont abouti au fait que la société française a été bouleversée et déstructurée.

## **Comment identifierez-vous les critères des trois grands groupes constitués au cours de ces années, qui semblent se matérialiser autour de groupes non homogènes, un groupe Gilets jaunes, un groupe des plus éduqués plus internationalisés, et un bloc issu de l'immigration ?**

Si nous avons utilisé la notion d'archipel, c'est pour faire passer l'idée que nous étions face à une fragmentation multiple selon des logiques différentes qui peuvent être économiques, culturelles, identitaires ou géographiques. Ces lignes de faille ne se superposent pas forcément les unes aux autres, ce qui aboutit à une sorte de kaléidoscope avec des recompositions permanentes. On peut néanmoins essayer de cartographier un certain nombre de ces grandes îles.

On voit bien évidemment une logique sociologique qui demeure importante avec ce que l'on pourrait appeler l'île des Gilets jaunes ou celle d'une partie des catégories populaires qui habitent plutôt la France périphérique pour reprendre la terminologie de Christophe Guilluy, qui s'est assez bien reconnue dans le mouvement des Gilets jaunes, et qui vote plutôt pour le Rassemblement national. Cette France populaire et périphérique constitue une des grandes îles importantes de l'archipel français. Nous en avons cartographié un certain nombre de contours notamment avec la carte du vote du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2017, et les communes où Marine Le Pen est arrivée en tête. Nous y voyons un gros bloc de

communes dans le quart nord-est de la France - plusieurs milliers de communes en périphérie des grandes métropoles de cette grande régions - sont dans ce cas, par exemple.

A l'autre extrémité du spectre sociologique, on a ce que l'on peut appeler l'île mondialisée, c'est à dire qui est composée par les strates de la population les plus éduquées qui dans leur majorité résident dans le coeur des grandes métropoles connectées à la mondialisation, ce qui a aussi été décrit par Christophe Guilluy. Nous sommes allés plus loin en montrant que ces populations sont également dans un processus d'individualisation et de sécession. Elles se replient sur elles-mêmes et peuvent vivre en autarcie, elles ont leurs propres codes, leur propre écosystème, leurs lieux de villégiature. Le problème est qu'historiquement, les élites ont quand même vocation à piloter l'ensemble de la société. Un pilotage qui devient de plus en plus compliqué à partir du moment où ces élites ne sont plus vraiment, pour une partie d'entre elles, en capacité d'être en contact avec les réalités profondes du reste de la société. On pourrait évidemment affiner ce bloc.

Il y a aussi un autre groupe d'îles qui est composé des populations issues de l'immigration. Elles ne constituent pas, comme les autres groupes, un bloc homogène. Il y a des immigrations qui se distinguent d'abord par l'origine très diverse des pays concernés. Si on se focalise sur les populations arabo-musulmanes, on voit une immigration maghrébine, turque, du Sahel, qui ne sont pas les mêmes populations. On voit aussi des divergences au sein des populations maghrébines ou même au sein des populations turques. Il y aussi des différences en fonction de la période d'arrivée, récente ou plus ancienne, notamment dans le rapport au religieux. Tout cela crée des nuances qui sont très nombreuses.

Mais un des enseignements majeurs qui nous est apparu à la fin de notre travail est que la société française, et c'est aussi une des mutations majeures qu'elle a connu, est de facto devenue une société multiculturelle. Cette nature composite ou hétérogène ne va que se renforcer au fil du temps. Un des chiffres phares qui a déjà été beaucoup repris est que 18 à 19% de naissances masculines en 2016 donnaient lieu au choix d'un prénom arabo-musulman. La France de demain ou d'après demain sera mécaniquement composée d'au moins 20% de population qui seront rattachées au titre ou à un autre à cette immigration arabo-musulmane. C'est une autre île qui compose désormais la société française.

## **Voyez-vous un autre groupe qu'il serait nécessaire d'ajouter ?**

Il faut évoquer un autre groupe qui est celui des catholiques qui demeurent une part non négligeable de la société française mais qui ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils ont été. Ils ne sont pas forcément définissables géographiquement mais plutôt générationnellement, c'est une population plutôt âgée, mais également en termes de valeurs avec une vision du monde, une grille de lecture, qui leur apparaît comme étant de plus en plus en décalage avec la marche de la société. D'où le mouvement de la Manif pour Tous, que l'on peut relire à cet

aune en disant qu'il a été le symptôme d'une prise de conscience de leur passage à un statut de minorité, parmi d'autres dans la société française, ce qui a été un choc assez brutal. Mais plus que cela, il s'agit de la prise de conscience des conséquences de ce passage au statut de minorité. Le changement qui s'est opéré est que cette population a décru considérablement numériquement mais que jusqu'il y a peu, en dépit de ce poids restreint dans la société française, elle bénéficiait d'une espèce de bouclier. Il y a avait alors une sorte d'accord avec la République et le reste de la société qui faisait que les fondamentaux anthropologiques, juridiques et culturels de la société française demeuraient adossés à la culture judéo-chrétienne. C'est ce consensus qui a volé en éclats aux yeux d'une partie des catholiques au moment de la mobilisation contre le mariage pour tous. Les catholiques se rendent compte alors qu'ils sont exposés à voir voter des lois qui sont en contradiction totale avec leurs valeurs profondes. C'est un traumatisme très important.

Il y a deux réactions possibles qui sont bien décrites dans un livre qui vient d'être publié, de Yann Raison du Cleuziou (*Une contre-révolution catholique*). Il a été travaillé sur une notion appelée "catholiques observants" qui sont une partie des catholiques pratiquants -les plus conservateurs - et qui oscillent dans cette nouvelle donne entre deux positions. Soit la position du bastion ; la société telle qu'elle se métamorphose ne leur convient plus du tout et veulent assurer une transmission à leurs enfants, ce qui provoque une forme de repli sur la famille, sur un certain nombre d'associations. Ils intègrent le phénomène -très marginal mais sociologiquement révélateur - de développement des écoles privées hors contrat. Parce que pour ce public, même l'école catholique privée classique est contaminée par l'évolution de la société. C'est la logique du bastion et du repli.

L'autre option est celle de l'engagement soit missionnaire soit politique pour essayer de retrouver une influence et un rayonnement. Cela peut donner un engagement politique immédiat, cela donne le mouvement Sens Commun. Sur une implication à plus long terme, c'est tout le travail de rayonnement culturel avec la revue "Limites" ou la démarche de Marion Maréchal de créer sa propre école en se disant qu'il faut tout reprendre à la base et essayer d'infuser dans la culture dominante des représentations conformes à leurs valeurs.

## **En quoi l'élection d'Emmanuel Macron a été la révélation politique de ces classifications, et en quoi pourrait-il précéder la reconstitution politique du pays ?**

Toutes ces transformations profondes de l'équilibre interne de la société française ne pouvaient pas ne pas avoir de conséquences électorales et politiques. L'époque qui nous précède a été marquée par l'écrasante domination au plan politique de l'opposition gauche-droite qui structurait tout. Or, même si nous revenons à ce grand moment de notre histoire

politique qui est la victoire du Front populaire en 1936 ou l'affrontement gauche-droite est à son paroxysme, on se rend compte rétrospectivement que ce qui avait structuré les votes en dernière instance, ce qui explique le mieux la carte électorale entre le Front populaire et les autres, est la carte de présence ou d'influence du catholicisme. Les régions catholiques ont voté à droite alors que les autres ont voté pour le Front populaire dans toutes ses nuances, des radicaux jusqu'aux communistes. On voyait bien que chacune des composantes du Front populaire avait sa clientèle. Les ouvriers et une partie de la petite paysannerie pour les communistes, ce que l'on appelait les classes nouvelles - ce qui correspondrait à nos classes moyennes aujourd'hui - pour les radicaux, et en partie pour les socialistes.

Cet attelage sociologiquement hétéroclite avait comme ciment le fait de s'être alliés au Front populaire mais en dernière instance la colle qui a permis d'agrèger ces différentes pièces du puzzle était quand même le fait que nous étions sur des régions et des publics laïcs et déconfessionnalisés, voir laïcs très militants qui se définissaient d'abord dans leur combat contre l'église. A l'inverse le bloc d'en face était conservateur mais d'abord et avant tout catholique. On voit bien qu'à partir du moment où le catholicisme a perdu son influence, suivi, à quelques années d'écart par l'effondrement de la contre société communiste, la domination du système gauche-droite, en fait, était de plus en plus menacée et ne tenait plus.

C'est la grande révélation de 2017, en partie, que par ce que l'on pourrait appeler la force de l'habitude, se logeant dans deux forces principales. D'abord l'existence de forces politiques se référant à ce clivage droite-gauche, et autour desquelles tournait la vie politique, puis, autre composante importante du modèle; le système électoral à deux tours qui aboutissait automatiquement sauf accident en 2002, au fait que les champions de la droite et de la gauche arrivent en finale et imposent à tout le corps électoral de se polariser et de se conformer à cette opposition. François Bayrou avait l'intuition que tout cela était tout de même très vermoulu et avait tenté sa chance en 2007 en essayant de passer par le centre.

Parallèlement à cela on avait vu émerger de manière très puissante mais de manière très limitée dans le temps un nouveau clivage que l'on peut appeler "ouvert-fermé" lors du référendum de 1992 sur Maastricht et en 2005 sur le TCE. Mais ce clivage ne s'est produit que dans l'instant d'une élection, et le cours des choses reprenait normalement et retombait dans le rituel de l'opposition gauche-droite.

L'irruption d'Emmanuel Macron dans le champ politique intervient à un moment où une personnalité et un fait historique se rencontrent. Emmanuel Macron sent la décomposition du système politique dans un processus qui s'est enclenché bien avant son arrivée. Emmanuel Macron est venu dynamiter ce qui restait des vestiges de l'ancien ordre politique, ce qui aboutit à une opposition au deuxième tour entre lui et Marine Le Pen. Les forces de gauche et de droite se voient à leur tour obligés, selon la loi d'airain de notre système politique, de se positionner sur l'alternative électorale que le système leur propose. Les blocs de gauche et de droite se trouvent fracassés par cette nouvelle offre.

Tout cela n'était pas qu'un simple accident industriel, même si nous n'avons pas encore le recul historique suffisant, mais deux ans se sont déjà écoulés et force est de constater que la capacité de rebond de l'ancien paysage politique est quand même très limitée. Le PS est toujours dans les plus grandes difficultés, alors que les LR connaissent également des difficultés majeures avec la poursuite du phénomène de recomposition politique dont les derniers épisodes qui ponctuent la campagne des européennes nous montrent qu'il se poursuit. La nomination, par exemple, d'Alain Juppé au Conseil Constitutionnel par le président de l'Assemblée Nationale qui est un macroniste, ou encore le ralliement d'une partie des personnalités issues de l'écologie comme Pascal Durand à ce bloc présidentiel, puis, le soutien affiché et affirmé de Jean-Pierre Raffarin à la liste d'Emmanuel Macron pour les européennes.

Ce qui est fascinant, c'est qu'en l'espace de quinze jours, on a vu le ralliement au macronisme sous des formes différentes des deux principaux pères de l'UMP qui sont Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin, deux premiers ministres de Jacques Chirac. Et si on fait un retour en arrière, on doit se souvenir que l'UMP est créée dans la foulée du choc du 21 avril 2002 pour fédérer la droite et le centre pour faire face au Front national. Nous étions dans des phases de contraction avant l'accouchement. 17 ans après, ces deux personnalités se rallient à Emmanuel Macron.

Quelque part, bien que ce nouvel ordre politique ne soit pas encore figé, on peut déjà l'analyser comme la mise en conformité tardive du paysage électoral avec la réalité sociale, économique, culturelle et démographique de notre pays. Le pays a connu 30 à 40 années de mutations profondes, et même si chaque génération a l'impression de vivre une époque historique, on peut dire qu'ici, cela est réellement majeur. On peut reprendre la formule de Gramsci, la crise, c'est quand le vieux monde ne veut pas mourir et que le nouveau n'arrive pas encore à naître. Nous nous acheminons peut-être vers la sortie de crise, avec un ancien monde qui fait encore de la résistance et un nouveau monde qui n'est pas encore stabilisé. Mais ce dont on peut être un peu certain, c'est que nous ne reviendrons pas à l'ancien monde. Dans 3 ans, je ne vois pas une finale entre le candidat de droite et le candidat PS.

## **Qu'est-ce qui à vos yeux est important concernant la "sécession des élites" et n'a pas été suffisamment souligné ?**

Cette question de la sécession des élites comme je l'ai appelée, possède une genèse. Il faut d'abord s'entendre sur la définition des "élites". On peut par exemple choisir le critère du niveau de diplôme pour segmenter la population et dessiner le contour d'une élite. Avec ce critère, les élites, c'est-à-dire le groupe de diplômés de l'enseignement supérieur, ou si l'on veut raffiner un tout petit peu, ceux qui ont un diplôme supérieur à Bac+2, est une population aujourd'hui numériquement très nombreuse et nous ne sommes plus du tout dans un schéma traditionnel où les élites représentaient 3 ou 5% de l'ensemble de la société. Quand vous

représentent un si faible pourcentage de l'ensemble de la société, vous avez la conviction ou la sensation de faire partie d'un tout petit groupe.

Cette sensation n'est plus forcément partagée par beaucoup de gens qu'on peut objectivement classer dans l'élite. Du fait de cette dilatation du sommet de la pyramide, avec la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, on en est arrivé à une situation où l'on peut considérer qu'on a 15-20% de la population qui peut être catégorisée comme faisant partie de l'élite. On peut bien sûr dire que c'est beaucoup, et il y a évidemment l'élite de l'élite, mais nous avons ce vaste corps social de 15 à 20% de la population qui est suffisamment nombreux pour avoir l'impression que l'ensemble de la société lui ressemble.

C'est un élément important dans la sécession des élites : la perte de contact avec les autres catégories sociales et la capacité de ses membres à vivre en vase clos. Quand vous représentez 4 à 5% de la population, fatalement, vous êtes obligés d'être en contact avec tout le reste de la société. Quand vous êtes membre à part entière d'un groupe qui représente 15 à 20% et que ce groupe-là est relativement sectorisé en ce qui concerne son implantation géographique, vous pouvez avoir un sentiment de déconnexion qui se développe, et vous pouvez vous dire : "j'habite dans une grande ville, je côtoie beaucoup de gens qui me ressemblent". Vous perdez la conscience d'appartenir à une société dans laquelle de très nombreuses catégories de la population n'ont pas le même niveau de vie que vous, les mêmes préoccupations ou les mêmes attentes.

Cette situation nouvelle a été très claire dans la crise des Gilets Jaunes. On a eu parfois des face-à-face sur le terrain, par exemple dans les rues de Paris entre des gilets jaunes qui venaient du Loiret, de la Seine-et-Marne, de l'Oise, et des habitants des beaux quartiers de Paris qui ont tourné au véritable dialogue de sourds, avec une incompréhension et un fossé culturel proprement abyssal. On a eu le même genre de scènes, par exemple sur un certain nombre de plateaux de télévision, quand des représentants par exemple de LREM ont été confrontés à des gilets jaunes. On voyait que sur un certain nombre de constats basiques, il n'y avait plus de capacité à s'entendre.

**Est-ce que ce que vous soulignez avec la "sécession des élites" dans votre livre vous semble entendu et compris par les élites ? Ont-elles conscience de cette rupture ou se réfugient-elles dans une sorte de déni ?**

Il est un peu tôt pour statuer sur cette question. J'espère que la sortie de ce livre et le gros travail qu'il a représenté permettra à un certain nombre de nos concitoyens d'avoir une vision, une lecture plus actualisée, plus objective, de l'état de notre société commune, et, notamment, si cela peut être l'occasion ou le moyen d'apporter des connaissances aux décideurs, pour

leur donner un diagnostic à froid et sans concession de l'état du pays, tout cela n'aura pas été vain.

Le livre est sorti il y a seulement quelques jours, donc il est tôt pour se prononcer. Parmi les retours médiatiques que j'ai eu, si le livre rencontre un certain écho, c'est que manifestement il a eu comme effet de dessiller les yeux de certaines personnes qui n'étaient pas conscientes de l'ampleur des fractures qui parcouraient la société française. Donc, effectivement, peut-être qu'une partie du petit écho que peut rencontrer ce livre peut s'expliquer par l'étonnement qu'il a suscité et la révélation de fractures ou de fragmentations qui n'étaient pas apparues comme évidentes par ceux qui l'ont reçu.